

FSM Dakar 2011 : Succès populaire et politique pour l'Assemblée des mouvements sociaux

vendredi 20 mai 2011, par [BONFOND Olivier](#) (Date de rédaction antérieure : 20 avril 2011).

Sommaire

- [L'AMS de Dakar 2011 : un \(...\)](#)
- [L'AMS de Dakar 2011 : un \(...\)](#)
- [Élargissement et consolidation](#)

Après plusieurs années de « stagnation » [1], l'Assemblée des mouvements sociaux (AMS) [2], processus de convergence des forces sociales anticapitalistes, a réalisé un saut qualitatif important lors du dernier Forum social mondial(FSM) qui s'est tenu à Dakar du 6 au 11 février 2011. Au-delà d'un succès populaire qui a fait de l'assemblée un des principaux événements du FSM, l'AMS a réussi à se mettre d'accord sur un agenda de lutte véritablement commun tout en respectant la diversité et les priorités des mouvements sociaux. Elle a également pris des décisions importantes sur les prochaines étapes à franchir afin d'avancer vers une véritable coordination internationale des mouvements sociaux. Il reste maintenant à concrétiser ces avancées sur le terrain des luttes et relever le défi gigantesque d'apporter une réponse globale à l'offensive du grand capital et de contribuer positivement à la transformation des rapports de forces en faveur des classes travailleuses du Sud et du Nord de la planète.

L'AMS de Dakar 2011 : un succès populaire

Après la marche d'ouverture du FSM le 6 février qui a rassemblé environ 60 000 personnes, l'Assemblée mondiale des mouvements sociaux a constitué une des principales activités du forum en termes de participation, mobilisation et convergence. C'est dans une ambiance électrique, les révolutions en cours dans le monde arabe n'y étant pas étrangères, que près de 2 000 personnes, dont plusieurs dizaines de réseaux et mouvements sociaux des quatre coins de la planète, se sont rassemblées le 10 février pour réaffirmer leur volonté de lutter ensemble contre le capitalisme, le patriarcat, l'impérialisme et toutes les formes d'oppression et de discrimination. Les mouvements sociaux présents ont également adopté par acclamation une déclaration finale [3] qui constituera une sorte de boussole pour les luttes à mener les deux prochaines années.

Ce succès n'est pas le fruit du hasard. Il est le résultat d'un effort intense réalisé ces derniers mois par le groupe de facilitation internationale de l'AMS. Parmi les facteurs expliquant cette réussite, un élément important a été la réalisation, en novembre 2010 à Dakar, du troisième séminaire mondial des mouvements sociaux [4]. Lors de ce séminaire stratégique, de nombreux mouvements sociaux sénégalais et africains ont pu échanger sur les enjeux du prochain FSM, s'appropriier le processus de l'AMS et décider de s'y engager activement. La création d'un groupe spécifique à la préparation de l'Assemblée 2011 a joué un rôle clé, non seulement pour permettre une logistique de qualité et une

mobilisation massive lors de l'assemblée, mais également pour garantir une plus grande appropriation, transparence et démocratie au niveau des prises de décisions : larges convocations aux réunions préparatoires, communication rapide et efficace, organisation de plusieurs heures de débats, création d'un comité de rédaction pour la déclaration finale... Ces éléments ne sont pas des détails et doivent servir d'exemples pour l'avenir. Ne l'oublions pas, la logistique et la politique sont indissociables et derrière chaque acte politique, il y a des hommes et des femmes qui, de manière plus ou moins visible, dépensent de l'énergie et assument des responsabilités.

Malgré ces efforts, le succès n'était pas garanti. L'AMS a connu des moments difficiles ces dernières années. D'une part, plusieurs mouvements sociaux se sont éloignés du processus AMS, notamment pour se focaliser sur la question du changement climatique. D'autres mouvements sociaux ont été pris dans une logique d'appui à des gouvernements qui ont mené ou mènent encore des politiques conformes à l'agenda néolibéral (gouvernement Prodi en Italie d'avril 2006 à janvier 2008 pour ne prendre qu'un exemple). Le FSM en général et le Forum social européen en particulier ont connu un affaiblissement. D'autre part, l'AMS a subi de nombreuses « attaques » de la part d'un secteur du Conseil International (CI) du FSM, qui voit ce processus comme une « menace » et ne désire pas qu'il prenne trop de place au sein de l'espace du FSM. Depuis plus de deux ans, plusieurs mouvements sociaux ont réussi à réinstaurer un dialogue constructif au sein du Conseil International sur la place, la légitimité et l'utilité de l'AMS, y compris pour le processus du FSM dans son ensemble. Cela n'a pas pour autant empêché certaines personnes d'essayer, directement ou indirectement, de mettre des bâtons dans les roues de l'AMS lors de l'édition de Dakar 2011. Un exemple : quelques heures avant l'assemblée, on ne connaissait toujours pas la salle qui lui serait accordée... Fort heureusement, le groupe de préparation a pu réagir vite et garantir à l'AMS une salle adéquate en termes de capacité d'accueil, d'interprétariat et de sonorisation.

Deux autres éléments positifs sont également à souligner. Premièrement, l'AMS a invité de nouveaux acteurs à participer à la dynamique, en particulier le mouvement hip hop sénégalais. Celui-ci a non seulement donné beaucoup de force à l'assemblée finale en ouvrant la séance, mais a aussi contribué positivement à la dynamique de l'AMS, notamment en faisant partager ses expériences de la lutte locale et en apportant son savoir-faire en matière de communication et d'éducation populaire. Deuxièmement, malgré le foisonnement d'activités autour du FSM, l'AMS, après avoir exprimé sa solidarité avec le peuple tunisien demeuré mobilisé après la fuite du dictateur néolibéral Ben Ali, a pu concrétiser très rapidement une action de solidarité envers la lutte du peuple égyptien, en organisant un sit-in devant l'ambassade d'Égypte à Dakar le 11 février 2011, juste quelques heures avant le départ officiel de Moubarak.

L'AMS de Dakar 2011 : un succès politique

Au-delà de l'importance de réussir l'assemblée finale en tant que telle, il ne faut pas oublier que l'AMS est avant tout un processus, une dynamique qui vise à briser l'isolement des luttes, créer des articulations entre les mouvements sociaux et construire des agendas communs d'actions et de mobilisations. Après des hauts et des bas ces dernières années, les mouvements sociaux présents à Dakar et impliqués dans l'AMS ont réussi à tracer des perspectives politiques et stratégiques intéressantes, notamment en ce qui concerne la difficile question des priorités de luttes.

Depuis plusieurs années, les mouvements sociaux regroupés au sein de l'AMS se cassent les dents sur une question : comment définir des priorités de luttes ? Répondre à cette question est fondamental pour l'AMS car elle part du constat que pour renforcer la lutte contre la globalisation capitaliste et inverser les rapports de force capital/travail au niveau mondial, il est nécessaire d'articuler et de faire converger les luttes dans un mouvement d'ensemble à la fois massif et

coordonné. Or, ce dernier ne pourra voir le jour sans une certaine capacité des mouvements sociaux à définir des priorités communes dans les actions à mener. Quelque part, il s'agit d'être à nouveau capable de réitérer ce qui s'était passé avec la guerre en Irak en 2003 : une mobilisation mondiale portée par des centaines de mouvements sociaux et rassemblant plusieurs millions de personnes dans la rue. Même si cette mobilisation, ayant réuni 12 millions de manifestants dans les rues en février 2003, n'a pas réussi à empêcher la guerre, pour remporter des victoires, conquérir ou défendre des droits, les mobilisations populaires puissantes restent la seule alternative à la logique impitoyable du capital. Les récents soulèvements populaires dans les pays arabes sont là pour nous le rappeler.

Aboutir à un consensus sur la nécessité d'atteindre cet objectif ne pose pas vraiment de problème au sein de l'AMS. Mais entre trouver un accord sur un objectif et le mettre effectivement en place, il y a un pas qui n'est pas facile à franchir, notamment parce que choisir, c'est aussi renoncer. En effet, les mouvements sociaux sont en général spécialisés dans un ou plusieurs thèmes spécifiques : souveraineté alimentaire, eau, biodiversité, dette publique, féminisme, racisme, guerre, militarisation, néocolonialisme, OGM, droit humains, climat... la liste est infinie. Comment donc décider que, par exemple, le thème de la souveraineté alimentaire est pour une année ou deux prioritaire par rapport aux autres ? Jusqu'au FSM de Dakar, il n'avait pas été possible de résoudre cette question. Tous les débats sur cette question se terminaient inéluctablement et logiquement sur le même constat : bien qu'il soit nécessaire à un moment donné de rassembler toutes les forces et de porter collectivement une revendication commune précise, toutes les luttes sont importantes et il est très difficile voire impossible d'en choisir une et de décider qu'elle est prioritaire pour tous les mouvements sociaux [5].

Ne pas résoudre cette question a des conséquences stratégiques tout à fait concrètes sur l'AMS : celle-ci sortait ces dernières années de ses assemblées mondiales ou séminaires stratégiques avec une déclaration politique la plus complète possible pour n'oublier personne, ainsi qu'avec un agenda commun de luttes, constitué par une liste des principales dates d'action et de mobilisation portées par les mouvements sociaux dans le monde. Bien qu'un tel résultat permette de créer des liens et de la solidarité entre les luttes spécifiques des mouvements sociaux, il ne permet pas de faire converger toutes les forces sociales autour d'un thème. Au contraire, c'est à une dispersion des forces à laquelle on assiste.

Lors du FSM de Belém en janvier 2009, l'AMS avait réalisé un premier saut qualitatif en réussissant à déterminer « uniquement » quatre grandes dates de mobilisation globale pour l'année 2009. La déclaration de l'AMS de Belém [6] a également constitué un pas en avant dans le sens où elle donnait un contenu concret au slogan « un autre monde est possible » en se focalisant sur une série d'alternatives radicales, anticapitalistes, antiracistes, féministes, écologiques et internationalistes à mettre en place.

A Dakar, les débats qui ont eu lieu lors des séances préparatoires ont permis de limiter le nombre de mobilisations globales à deux dates : d'une part le 20 mars, afin d'appuyer rapidement les processus révolutionnaires en cours dans le monde arabe. D'autre part, le 12 octobre, pour une journée mondiale d'action contre le capitalisme. Soutien à la révolution et lutte contre le système capitaliste, un tel résultat était inespéré pour certains. Bien sûr le contexte international a joué un rôle déterminant, avec une crise globale du système et des soulèvements populaires qui redonnent (enfin) une légitimité et une fraîcheur aux concepts d'anticapitalisme et de révolution. L'autre élément clé est le fait d'avoir combiné ces deux dates globales avec quatre grands axes de luttes : lutte contre les transnationales, lutte pour la justice climatique et la souveraineté alimentaire, lutte contre la violence envers les femmes et lutte pour la paix, contre la guerre et le colonialisme. Au travers de la déclaration finale, ces axes de lutte ont permis de rendre visibles les principales luttes menées actuellement par les mouvements sociaux. Si les dates liées à ces luttes n'apparaissent pas

en tant que telles, elles sont néanmoins implicites. Dans l'explication de cette réussite, il ne faut pas oublier l'énorme travail de préparation qui a permis de mener plusieurs heures de débats de qualité entre des mouvements sociaux provenant des quatre coins de la planète.

Bien sûr, le combat est loin d'être gagné. Les luttes aujourd'hui restent globalement faibles et isolées, d'autant plus si on les compare avec la puissance du capital qui, malgré des brèches dans lesquelles certains peuples ont réussi à s'engouffrer, reste hégémonique et continue à consolider son emprise dans tous les domaines de la vie (politique, social, idéologique, médiatique...). Et ce n'est pas le fait d'avoir choisi deux dates globales qui va changer rapidement cette situation. Cependant, cette déclaration et cette orientation montrent que les mouvements sociaux prennent de la maturité politique et, tenant compte du contexte international, sont prêts à intégrer leurs luttes spécifiques dans une stratégie de lutte globale contre le système capitaliste.

Élargissement et consolidation du processus AMS

L'autre aspect positif qui ressort de l'AMS de Dakar concerne son élargissement et son fonctionnement interne. Un constat doit être posé : après dix années de fonctionnement, l'AMS n'a toujours pas réussi à enclencher une dynamique vertueuse permettant de créer une véritable coordination des mouvements sociaux au niveau planétaire. Les causes sont multiples et à la fois internes et externes. Les tensions avec le processus du FSM ont certes joué un rôle mais n'expliquent pas tout, loin de là.

Un élément important à prendre en compte est le fait que l'AMS a toujours voulu éviter de s'institutionnaliser, avec une structure rigide et une direction internationale, une orientation politique figée ou encore des adhésions formelles et excluantes. Si ces préoccupations sont a priori parfaitement légitimes, une stratégie trop prudente a eu comme conséquence de faire tomber le processus dans le travers inverse, à savoir un manque d'identité propre et un grand flou quant à sa façon de fonctionner, le tout provoquant une faible visibilité et attractivité du processus.

Depuis plusieurs années, en particulier en organisant des séminaires stratégiques, une réflexion de fond a été menée sur le processus de l'AMS, sur ses faiblesses et sur les moyens d'y remédier. Lors du FSM de Dakar, plusieurs décisions très importantes ont été prises à ce sujet.

Renouveler et redynamiser le groupe de facilitation de l'AMS : lors du premier séminaire mondial des mouvements sociaux organisé à Bruxelles en septembre 2006, un groupe de facilitation mondiale de l'AMS a été créé [7]. Ce groupe, composé d'une quinzaine de réseaux et mouvements de manière à respecter un équilibre au niveau géographique et sectoriel, avait pour objectifs principaux de développer le processus dans son ensemble, stimuler les échanges et les convergences, faciliter la préparation des grands événements tels que le FSM, assurer une continuité du débat, améliorer la communication en faisant circuler les informations pertinentes et faciliter les liens entre l'AMS et le processus FSM, notamment le Conseil International. Malheureusement, ce groupe n'a pas pu réellement fonctionner et atteindre les objectifs qu'il s'était fixés. Les raisons sont multiples, la principale étant la difficulté des mouvements, déjà fortement impliqués sur une série de terrains de lutte, à déléguer au sein de leurs organisations des personnes pouvant s'impliquer dans ces différentes tâches.

Cependant, il est ressorti des différents débats que ce groupe de facilitation reste une initiative positive et qu'il s'agit donc, cinq ans après sa création, de le renouveler et de le redynamiser, l'idée principale étant qu'il soit équilibré (au niveau thématique, sectoriel, géographique, sans oublier la parité hommes/femmes), relativement ouvert et fonctionnant de manière souple. Rappelons que l'AMS n'a pas l'intention de devenir une structure avec une direction et des objectifs propres. L'AMS

se veut un outil qui part des luttes réelles existantes, avec pour intention de les renforcer, les articuler et les faire converger. Néanmoins, pour pouvoir prendre des décisions qui concernent et impliquent des mouvements sociaux du monde entier, il est nécessaire d'avoir des espaces de débats et de décisions qui soient efficaces, transparents et démocratiques.

Continuer le travail d'élargissement : cette étape est fondamentale car pour construire une véritable capacité de mobilisation à tous les niveaux, les réseaux internationaux ou régionaux ne suffiront pas. Il est nécessaire que toutes les forces sociales qui s'inscrivent dans la dynamique de l'AMS, puissent réellement se l'approprier, s'appuyer dessus et la renforcer en la traduisant dans leurs réalités et actions. Or aujourd'hui, mis à part les mouvements sociaux actifs dans le processus du FSM et/ou impliqués dans une dynamique internationale, l'AMS est encore très peu connue par les milliers de mouvements sociaux qui luttent courageusement pour la défense de leurs droits au niveau local et national. Établir le contact, instaurer un dialogue et une collaboration avec ces mouvements est une tâche urgente et importante que le groupe de facilitation et tous les mouvements sociaux impliqués dans l'AMS devraient entreprendre dès à présent.

Continuer le travail de décentralisation : en 2006, après cinq années de FSM et d'AMS, il est apparu important aux mouvements sociaux impliqués dans ce processus de faire le point, à la fois sur l'état du processus et sur l'évolution de la conjoncture internationale. Cela s'est concrétisé par le premier séminaire mondial des mouvements sociaux, réalisé à Bruxelles en septembre 2006, et où se sont rassemblés une centaine de délégués représentant une cinquantaine d'organisations venant du monde entier. En janvier 2010, les mouvements sociaux ont décidé de réaliser un deuxième séminaire mondial à São Paulo du 22 au 24 janvier 2010. Logiquement, ce séminaire s'est caractérisé par une forte présence latino-américaine et a permis d'avancer concrètement sur une série de choses, notamment en lien avec le contexte latino-américain, comme par exemple la réalisation d'une grande campagne continentale contre les bases militaires étrangères en Amérique latine. En lien avec ces résultats, il a été décidé de développer la décentralisation du processus en renouvelant la réalisation de séminaires de ce type sur les quatre continents. Le troisième séminaire des mouvements sociaux s'est déroulé à Dakar en novembre 2010 en amont du FSM. Vu l'impact de ce séminaire, tant sur l'implication des mouvements sociaux africains que sur la réussite et la dynamique globale de l'AMS, il apparaît clairement que ce processus de décentralisation continentale doit se poursuivre. Un accord de principe a été formulé quant au fait de réaliser ce prochain séminaire en Asie. En dehors des séminaires stratégiques, il serait également intéressant de développer, outre des assemblées mondiales qui ont lieu lors du Forum social mondial, des assemblées continentales des mouvements sociaux. Cette décentralisation est d'autant plus importante qu'elle doit permettre d'élargir le processus et donc d'augmenter les capacités de mobilisation au niveau local, national et régional, élément fondamental si on veut que les revendications populaires puissent avoir un réel impact sur les décisions politiques.

Élaborer un document de référence précisant l'orientation politique et le fonctionnement de l'AMS : un problème important auquel est confrontée l'AMS est qu'il est impossible de savoir quels sont exactement les mouvements sociaux qui s'inscrivent dans le processus de l'AMS. En effet, aucune liste de membres de l'AMS n'existe et aucune déclaration finale adoptée lors d'un FSM n'a fait l'objet d'une récolte de signatures. Si cette situation peut avoir certains avantages, cela affaiblit également le processus, en cachant sa représentativité réelle, et en posant question sur le caractère démocratique de son fonctionnement. Qu'est-ce que l'AMS ? Que représente-t-elle ? Qui en est membre ? Comment fonctionne-t-elle ? Comment se prennent les décisions ? Comment se rédige une déclaration de l'AMS ? Pour la majorité des individus et mouvements sociaux, mis à part ceux qui sont actifs dans le processus, il est très difficile voire impossible de répondre à ces questions. Lors des discussions réalisées à Dakar, le groupe de facilitation de l'AMS a décidé de lancer un processus visant à l'élaboration d'un document de référence qui définirait mieux l'orientation politique et le

mode de fonctionnement de l'AMS. Bien que sa nature et sa portée restent à déterminer, l'élaboration de ce document, qu'il s'appelle charte, plateforme ou texte de référence, devra dans tous les cas se faire sans précipitation et le plus collectivement possible, d'autant plus lentement que ce processus d'élaboration doit être mis à profit pour élargir la dynamique en y impliquant de nouveaux mouvements sociaux.

Si les choses évoluent dans le bon sens, à savoir un groupe de facilitation actif dans la coordination des luttes sociales, un élargissement du processus dans un maximum de pays et de régions, une orientation politique claire et un fonctionnement efficace et démocratique, ainsi qu'une capacité de mobilisation massive au niveau planétaire, l'AMS pourra jouer pleinement son rôle : transformer les rapports de forces en faveur des opprimés du monde entier.

Après une action globale du 20 mars 2011 [8] relativement faible mais positive car liée à l'urgence de marquer rapidement un appui et une solidarité internationale avec les peuples en lutte dans le monde arabe, l'action mondiale du 12 octobre constituera un nouveau test important pour jauger l'état de l'engagement des forces sociales au sein de l'AMS. Dans tous les cas, en tant que processus de convergence des luttes anticapitalistes, l'AMS a toute sa place et sa légitimité dans la lutte contre le capitalisme et pour la construction d'un monde socialement juste et respectueux de la nature.

Olivier Bonfond, avril 2011

Notes

[1] Voir Olivier Bonfond, « [Historique et perspectives du processus de l'Assemblée des mouvements sociaux](#) », ESSF (article 21601).

[2] Pour en savoir plus sur l'AMS, voir sur ESSF le mot clé 647 : [Réseau des Mouvements sociaux](#).

[3] Pour lire la déclaration : [Déclaration de l'assemblée des mouvements sociaux au FSM de Dakar](#), ESSF (article 20197).

[4] Pour lire le rapport de ce séminaire : [Déclaration et rapport du séminaire des mouvements sociaux de Dakar \(novembre 2010\)](#), ESSF (article 19071).

[5] Le CADTM ainsi que quelques autres mouvements sociaux a toujours été favorable à une telle position et est prêt à prendre à bras le corps un thème commun sans pour autant laisser son thème central.

[6] Pour lire la Déclaration de l'AMS de Belém : [Nous ne payerons pas la crise ! Que les riches la paient !](#).

[7] Voir Olivier Bonfond, « [Historique et perspectives du processus de l'Assemblée des mouvements sociaux](#) », ESSF (article 21601).

[8] Pour lire un bilan de l'action du 20 mars : [Bilan du 20 mars 2011 : journée mondiale de solidarité avec les peuples arabes](#), ESSF (article 21603).